

ROUGE

Numéro 98
Supplément n°11

Espoir

Supplément N°98 - 27 mai 2020 - 2 € - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29, avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr - Gérant : Jean-Marc Bouvet

ÉLECTIONS MUNICIPALES DU 28 JUIN...

Le premier tour des élections municipales s'est déroulé le 15 mars et 30 000 communes au plan national ont élu leur conseil municipal. Un second tour est nécessaire dans les 5 000 communes restantes. Ce scrutin s'est déroulé dans des conditions particulières liées à la crise sanitaire et l'on peut penser que sa sincérité en a été faussée. Avec à peine 45 % de participation, l'élément marquant est le taux d'abstention historique.

Dans le Lot, 26 de nos 310 communes n'ont pas achevé cette séquence électorale. Le gouvernement vient d'annoncer que le deuxième tour se tiendra le dimanche 28 juin. Bien sûr, cette décision divise et fait débat, y compris dans nos propres rangs. Les craintes d'une seconde vague épidémique sont légitimes et les conditions dans lesquelles va se dérouler cet exercice démocratique sont incertaines.

La perte de confiance dans la parole publique est grande. Alors que tout ou presque se déconfiner, je pense pour ma part qu'il est difficile de dire que la vie démocratique peut attendre encore un peu et qu'elle soit mise entre parenthèses plus longtemps. La démocratie est un enjeu central de la période. Comment peut-on supporter sans broncher les discours guerriers, l'état d'urgence, la remise en cause d'acquis sociaux sans que les collectivités locales n'aient voix au chapitre ? La démocratie n'est pas un handicap

pour gérer la crise. Il vaut mieux que s'expriment dans les urnes celles et ceux qui œuvrent pour maintenir le pays à flot. Le 2^e tour des municipales leur en donnera l'occasion. Tous les premiers de corvée, longtemps humiliés, longtemps méprisés, doivent reprendre la main sur notre destinée collective. Mais si la démocratie doit s'exprimer, pour qu'elle soit pleine et entière, il faut que les conditions de son exercice soient irréprochables pendant la campagne comme le jour du vote. Il faut d'abord un strict respect des conditions de sécurité sanitaire pour rétablir la confiance. Si la situation se dégradait, une clause de revoyure

doit permettre de repousser l'échéance. Il faut ouvrir le débat d'idée pour sortir de la sidération de la situation actuelle et éclairer les choix. La campagne sera différente, il faut donc que les pouvoirs publics garantissent les conditions du débat. Les médias doivent jouer à fond leur partition et ne plus se comporter comme les valets du capital, mais donner la parole à ceux qui portent des projets alternatifs. Le 28 juin,



les citoyens auront la parole. Cette date de second tour est-elle la plus pertinente ? Je ne le sais pas.

Mais ne pas aller voter serait un beau cadeau offert au pouvoir alors qu'il doit être lourdement sanctionné ! Le report à une échéance plus lointaine aurait posé tout autant de questions. Courage et solidarité aux communistes engagés dans la bataille, notamment à Figeac et à Lalbenque. La démocratie est un combat !

Serge Laybros

SOM
MAIRE
PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Page 1 : Élections municipales du 28 juin...

Page 2 : Le 16 juin : on descend des balcons

Page 3 : Vaccins, entre manipulation médiatique et vrai scandale

Page 4 : Le capital, ce n'est pas l'automatisation mais l'imbrication

Page 5 : Un 9^e groupe à l'Assemblée Nationale

Page 7 : Utilisation des fonds publics, exigeons la transparence

LE 16 JUIN : ON DESCEND DES BALCONS !

Le 8 avril, le directeur de l'ARS Grand Est était limogé après avoir confirmé qu'il n'y avait « pas de raison de remettre en cause » le plan de restructuration du Centre Hospitalier Universitaire Régional (CHRU) de Nancy. En pleine épidémie de Covid 19, mettant à rude épreuve les établissements hospitaliers fragilisés et les personnels épuisés, cette affirmation indécente était en totale contradiction avec les promesses d'Emmanuel Macron en faveur de plans d'investissement pour l'hôpital.

En visite à la Pitié Salpêtrière le 14 mai, Emmanuel Macron, dans une hypocrite tentative de mea culpa, a reconnu « des erreurs » dans la réforme du système de santé engagée depuis deux ans. Mais il a omis de rappeler aux personnels témoignant de leurs conditions

leurs besoins, témoigne toujours autant de mépris envers des soignants qu'il veut récompenser d'une médaille. Une médaille, ça n'a jamais payé un loyer. Les « héros » veulent des euros. Du fric qui sonne dans la bourse des hôpitaux et des EHPAD pour former et embaucher massivement afin de diminuer la pénibilité du travail qui aujourd'hui fait fuir les personnels et génère une crise de recrutement.

La majorité, qui n'entend pas la nécessité de revaloriser les salaires et de mettre fin à une logique uniquement comptable au sein des hôpitaux, a proposé un projet de loi permettant aux salariés d'offrir des jours de congés aux soignants pour les remercier de leur investissement personnel. Les personnels hospitaliers, rappelés sur leur



de travail que le Comité Interministériel de Performance et de Modernisation de l'offre de soins a validé le 12 mai le plan du CHRU de Nancy, qui prévoit la suppression de 180 lits et 598 emplois. Rien n'a changé en Macronie. Emmanuel Macron, loin d'entendre

temps de repos, ne peuvent même pas poser l'intégralité de leurs jours de congés faute d'effectifs suffisants !

Les effets d'annonce sont contredits dans les actes : la stratégie d'organisation de la pénurie de personnels permettant de justifier la fermeture de postes se poursuit, et la politique de remise en question des acquis sociaux et des services publics s'amplifie.

Tout au long de la crise sanitaire et du confinement imposé, les services publics ont encore démontré qu'ils étaient seuls aptes à coordonner des actions à l'échelon national dans l'intérêt général. Ils sont garants de l'égalité et doivent promouvoir les biens communs dans un objectif de développement humain durable et de progrès social. Ils doivent être redéployés sur l'ensemble des territoires, à commencer par les hôpitaux.

Sur appel de plusieurs syndicats et de collectifs de défense, le 16 juin sera une journée d'action nationale en faveur de l'hôpital si les conditions sanitaires restent stables. Les mesures barrières ne doivent pas être des barricades pour enfermer notre colère. La distanciation physique imposée ne doit pas arrêter la lutte et le mouvement social.

Le Parti Communiste appelle tous les citoyens qui ont applaudi chaque soir à 20 heures les « héros du quotidien » depuis leur balcon à les rejoindre pour participer aux initiatives organisées localement.

Vaccins, entre manipulation médiatique et vrai scandale !

Par Revue Progressistes



Sur cette affaire du vaccin, ils se sont même excusés en interne pour avoir causé un désagrément aux salariés ! Le désagrément n'est pas là ! En effet, malgré les aides importantes évoquées plus haut, ils ont quand même supprimé 50% des effectifs de recherche en France en dix ans, soit 3000 postes, détruits des pans entiers de cette recherche. On pourrait évoquer par exemple les anti infectieux, sacrifiés sur l'autel du profit.

A cela s'ajoutent les larmes de crocodile du gouvernement : « ce n'est pas bien » ! Franchement qui laisse faire cette entreprise depuis des années ?

En fait, cette affaire montre que le vaccin comme le médicament, n'est pas un produit comme les autres ! La revendication portée depuis des années par des syndicalistes, des chercheurs, des élus de la nécessité d'un pôle public du médicament et du vaccin, est plus que jamais d'actualité.

Laurent Ziegelmeier,
élu du personnel du Groupe Sanofi

Jean-Marc Bouvet

Billet d'humeur de Laurent Ziegelmeier : Le Directeur Général de Sanofi a indiqué le 14 mai dernier, dans une interview, que le futur vaccin contre le covid 19 serait d'abord livré aux USA. Puis dans la journée, le Président Sanofi France, Olivier Bogillot a tenté d'éteindre l'incendie : « on a été mal compris, c'est une mauvaise interprétation, mais quand même l'Europe devrait faire des efforts ».

Voilà l'aspect manipulation, on lâche une petite phrase, on plaide l'erreur, la mauvaise compréhension. Mais finalement, on a quand même mis en route la petite musique, l'Europe devrait passer à la caisse !

Expliquons : en effet, Sanofi a passé un accord avec le Barda, structure dépendant du ministère américain de la santé, qui a mis beaucoup d'argent sur la table pour ce vaccin. Et voilà, on va au plus offrant !

Pour eux le vaccin, comme le médicament est un produit comme les autres, d'abord source de profit ! Et comme toujours Sanofi « oublie » dans sa communication, un des éléments, ses résultats économiques, excellent au premier trimestre 2020. Il y a quelques semaines ils ont sans sourciller versé presque 4 milliards aux actionnaires pour l'exercice 2019 !

Puisque j'en suis aux chiffres, dans un grand élan de générosité, ils ont annoncé apporter 100 millions d'aides à la solidarité natio-

nale ! Depuis des années, c'est au moins cette somme, dont ils bénéficient en crédit d'impôt ! En fait, ils font un petit remboursement du trop-perçu !



LE CAPITAL, CE N'EST PAS L'AUTOMATISATION MAIS L'IMBRICATION

Par Revue Progressistes

Dmytri Kleiner est Senior Architect à Red Hat Open Innovation Labs. L'automatisation mènerait-elle le capitalisme à sa fin ? Sans doute que non. Ce que le capitalisme automatise, ce ne sont pas les emplois inférieurs non qualifiés, mais plutôt en règle générale les emplois qualifiés.



Jusque dans les années 1950, les repas et les collations rapides étaient l'affaire de cuisiniers spécialisés dans ce type de préparation, qui trouvaient facilement des emplois dans l'industrie de la restauration alors florissante. Exerçant un métier recherché, les bons spécialistes de la restauration minute étaient parfois difficiles à trouver, et il fallait leur verser un salaire relativement élevé. Insta-Burger King, créé en 1953 à Jacksonville (Floride) par Matthew Burns et Keith J. Kramer, trouva le moyen de vendre les hamburgers meilleur marché en éliminant le recours aux cuisiniers qualifiés, remplacés par de la main-d'œuvre non qualifiée grâce à leur nouveau gril, l'Insta-Broiler. Carl N. Karcher, fondateur de Carl's Jr., lui emboîta le pas et remplaça lui aussi ses cuisiniers par des aides de cuisine sans qualification et un équipement de cuisine automatisé.



Ce mouvement n'est pas limité à l'industrie de la restauration rapide : des centres d'appels aux aéroports, des hôpitaux aux usines, la déqualification a remplacé le travail qualifié, par l'introduction de technologies mises en œuvre par des travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés. Le travail continue à être au centre de la création de valeur, il est simplement de plus en plus incorporé à une superstructure capitaliste automatisée et autoritaire de contrôle et d'encadrement.



Comme pour les centres d'appel, dans les aéroports, les hôpitaux, les usines, la déqualification a remplacé le travail qualifié par l'introduction de technologies mises en œuvre par des travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés.

Ce n'est pas le travail que le capital remplace, mais bien plutôt le capital humain, soit, selon Wikipedia, « l'ensemble des aptitudes, talents, qualifications, expériences accumulées par un individu et qui déterminent en partie sa capacité à travailler ou à produire pour lui-même ou pour les autres ». Pour comprendre ce processus, l'automatisation ne suffit pas, il faut plutôt évoquer la déshumanisation du capital, l'intégration des compétences humaines dans l'équipement et du travail humain dans l'automatisation.

Les technologies employées dans la production déqualifiée sont bien sûr elles-mêmes produites. Leur conception requiert une ingénierie de plus en plus complexe, qui fait appel à des travailleurs hautement qualifiés. Le travail qualifié n'est pas remplacé mais déplacé de la production directe de biens de consommation à la production indirecte de biens d'équipement, ce qui produit un effet de dépolitisation. La capacité de négociation des masses de travailleurs de la production directe, où se crée la valeur ajoutée, et soustrait à l'appropriation de la valeur ajoutée.

Les techniciens ne se considèrent généralement pas comme victimes de l'exploitation. Ne travaillant pas d'arrache-pied à la production de biens de consommation ou de services, ils se sentent souvent mis en avant, et non exploités par le capital. Ils produisent des idées, des projets, des prototypes parfois, mais jamais des produits offerts à la vente. Les capitalistes leur donnent la possibilité de réaliser leurs visions techniques, ils ne leur prennent rien directement.

Lors de sa communication sur #PlatPol11, Chris Chesher a présenté un robot serveuse, commercialisé lors d'un salon en Corée. Il a été observé que les serveuses sont payées au salaire minimum, et qu'il était par conséquent hautement improbable de voir se généraliser un tel produit puisqu'il serait beaucoup plus coûteux d'assurer l'entretien d'une équipe de robots serveuses que de serveuses en chair et en os. L'industrie des technologies peut bien prendre plaisir à exhiber des robots animaux de compagnie et des robots domestiques, il n'empêche que les vrais moyens sont alloués au développement des robots militaires, conçus pour tuer.

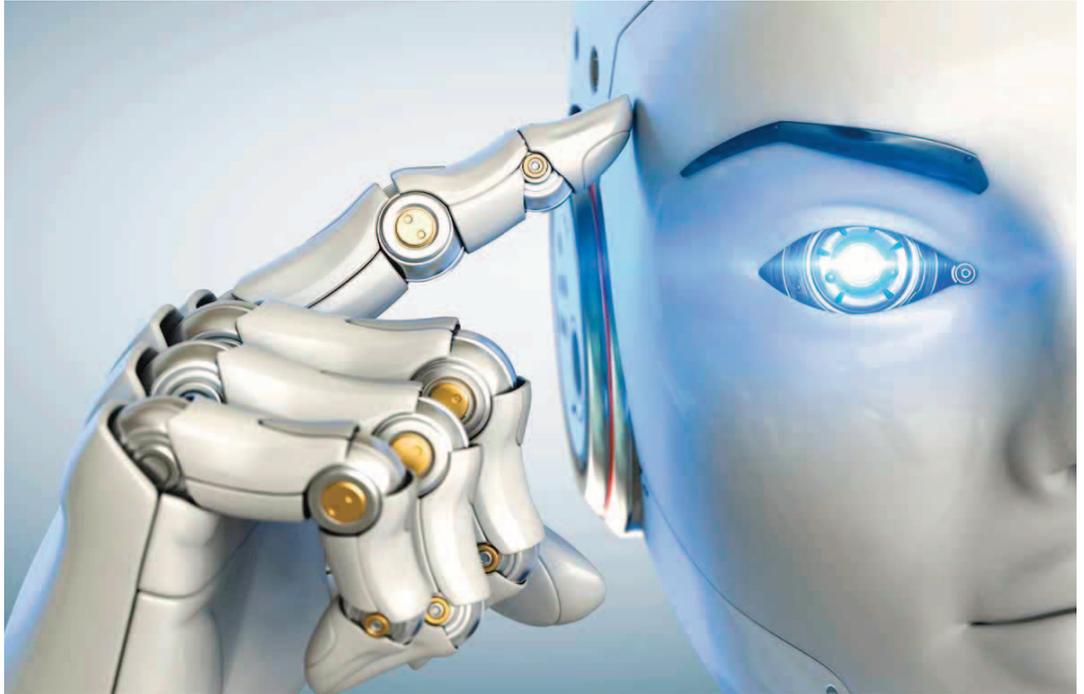
L'autonomisation ne mènera pas le capitalisme à sa fin

Le capitalisme ne va pas éliminer la main-d'œuvre, il n'essaiera même pas d'aller dans cette direction. Il va en revanche créer une main-d'œuvre déqualifiée, toujours plus dépendante du capital pour être à même de produire, et divisée, privée d'une conscience prolétarienne collective, dispersant ainsi son pouvoir de classe. Et quand le mécontentement social explosera, il automatisera les forces meurtrières indispensables pour réprimer les soulèvements. Le droïde antiémeute aux méthodes de répression brutales est plus viable que le gentil robot domestique.

Un système qui oriente la production vers la création de valeur d'échange a de fortes motivations pour créer du contrôle, puisque la capture de ressources rares est au cœur de la formation de la valeur d'échange; il a en revanche de faibles motivations pour créer l'abondance pour tous. Seule une société de travailleurs égaux dans la production comme dans le partage aurait intérêt à atteindre l'abondance, puisque tous profiteraient de l'augmentation des richesses et de la diminution du travail.

Le capital ne se sert pas de son appareil technologique pour libérer le travail, mais pour y enfermer et y contenir à la fois la vie humaine et le travail, à coup d'atteintes à la vie personnelle, de harcèlements,

d'extorsions. L'extraordinaire pouvoir de la technologie pour produire des richesses ne peut réellement réduire le labeur qu'avec l'abolition du salariat et l'élimination des classes. C'est alors seulement que l'innovation et la détermination issues du peuple pourront



faire en sorte d'utiliser la technologie pour réduire le travail et augmenter les loisirs. En attendant, il ne s'agit que d'un mirage de science-fiction.

Traduction de Madeleine Grant

Jean-Marc Bouvet

Un 9^e groupe à l'Assemblée Nationale

Nous venons d'apprendre qu'un 9^e groupe baptisé « Écologie Démocratie Solidarité » venait de se créer à l'Assemblée Nationale. Pour la plupart, ils sont issus du groupe LREM. Il est composé de 17 députés. Ce groupe se dit ni dans la majorité ni dans l'opposition. La 1^{re} conséquence c'est que le groupe LREM perd la majorité à l'Assemblée Nationale avec 288 députés.

Est-ce grave pour la majorité ?

Non, car la majorité compte en plus les députés MODEM, 46 députés, le groupe UDI AGIR et INDEPENDANT, 27 députés, et même le groupe LIBERTE ET TERRITOIRES, 19 députés. Ce nouveau groupe est composé de macroniste de la 1^{re} heure comme Mathieu ORPHELIN, Aurélien TACHE ou Cédric VILLANI. Il n'y aura aucun problème pour la majorité.

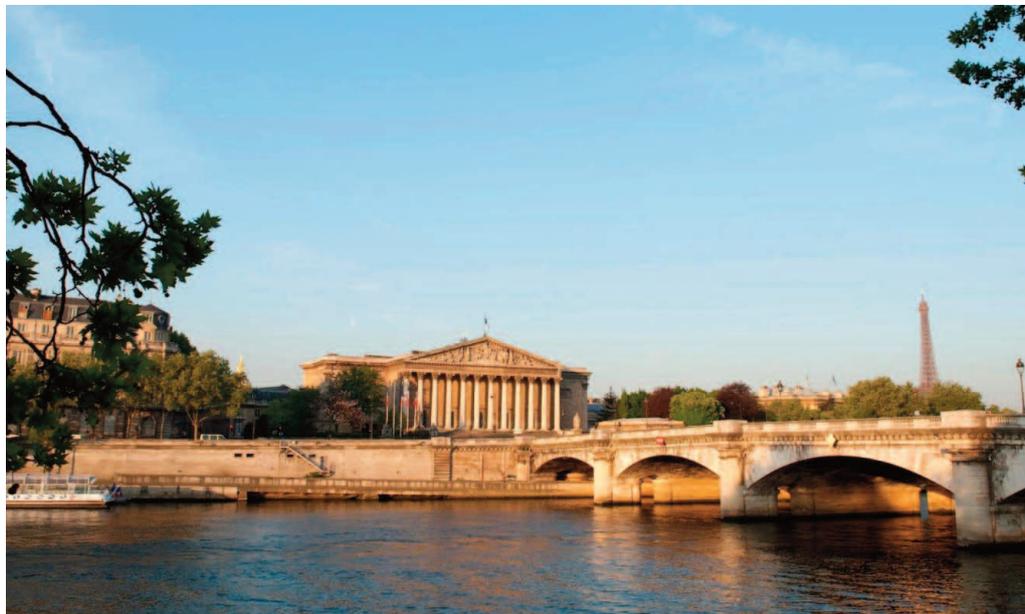
Alors pourquoi ce groupe ?

Ce qui se prépare, c'est le futur départ d'Édouard PHILIPPE de MATIGNON et la constitution d'un nouveau gouvernement. Emmanuel MACRON souhaite donner un nouveau souffle à son quinquennat. Il va devoir se consacrer à la crise économique qui se profile après celle du CORONAVIRUS.

Il souhaiterait donner un virage plus écologique et social à la fin de son quinquennat. Mais lorsque l'on regarde les premiers ministres possibles : Bruno LE MAIRE, François BAYROU, Xavier BERTRAND, Christine LAGARDE. Nous ne pouvons qu'être inquiets sur cet objectif.

Avec un changement de 1^{er} ministre, celui-ci viendra devant l'Assemblée Nationale pour demander de lui accorder sa confiance. Nous verrons bien à ce moment là ce que votera ce 9^e groupe.

Jean-Christophe Vialaret



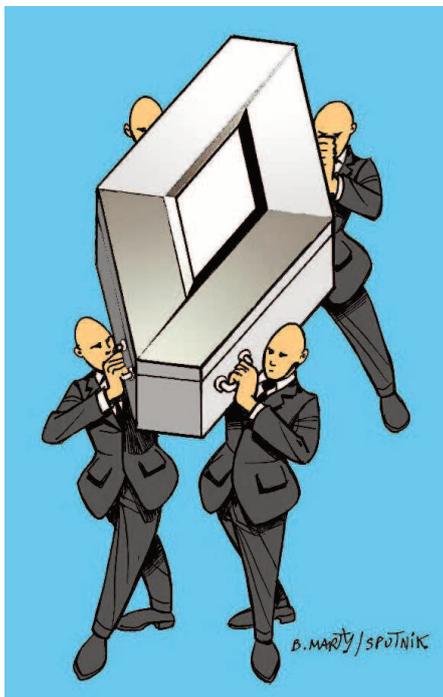


**SI VOUS ÊTES POUR
QU'ON AIDE LES
PEUPLES
AVANT D'AIDER
LES BANQUES,
VOUS ÊTES SÛREMENT
COMMUNISTE.**



Utilisation des fonds publics : exigeons de la transparence !

La révélation du Canard Enchaîné selon laquelle Renault envisage la fermeture de quatre sites français de production crée la polémique alors que le groupe négocie un prêt de 5 milliards d'euros garanti par l'État. L'État français est actionnaire historique du groupe et détient 15 % du capital.



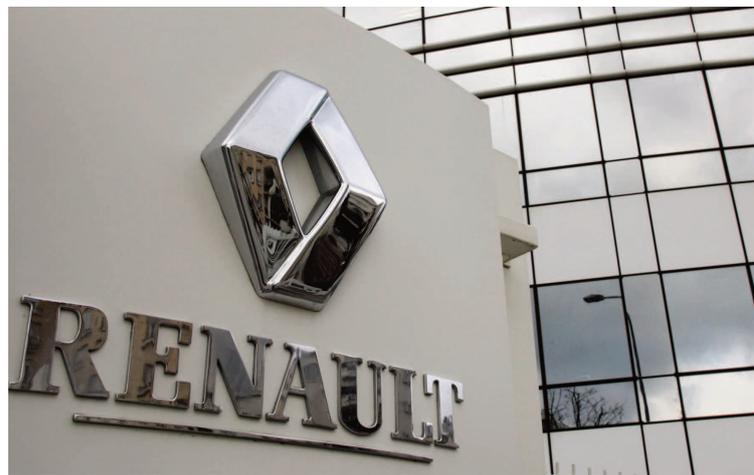
Le gouvernement a affirmé sa volonté de soutenir le groupe Renault « au nom de la souveraineté économique ». Comment croire que la loi du marché, qui justifie la violence de la concurrence et la mondialisation effrénée, ne serait soudainement plus le moteur des décisions politiques ? Bruno Lemaire a indiqué que le prêt d'État restait conditionné au plan d'économies de 2 milliards d'euros que le groupe, qui jouerait sa survie, doit présenter le 29 mai. Le secteur automobile souffre de la crise économique, et le bilan financier de 2019 indiquait déjà des difficultés. L'électrification des voitures prévue par la Loi d'Orientation des Mobilités dans le cadre de la transition énergétique va coûter cher en investissements. Pour réduire le coût de la

main d'œuvre, le groupe a déjà délocalisé une partie de ses usines dans des pays où la production recourt à la combustion d'énergies fossiles émettrice de CO².

La relocalisation des sites de production utilisant l'énergie nucléaire limiterait les émissions de gaz à effet de serre en rapprochant les véhicules des concessions qui

les vendent. Elle irriguerait l'activité des sous-traitants. Elle contribuerait à faire vivre des milliers de ménages. La croissance économique ne doit pas être une cible à tout prix, mais un indicateur du bien être de la population.

Dans ce contexte de crise sanitaire qui fragilise l'économie et creuse les inégalités, il est impératif que les citoyens aient un droit de regard sur l'utilisation de l'argent public. Hors de question qu'il soit jeté par les fenêtres pour appâter les investisseurs.



Le prêt garanti par l'État doit être non seulement conditionné au maintien des sites de production en France, mais également à la relocalisation des emplois, qui ferait œuvre utile avec les engagements pris par la France en faveur du climat et inscrits dans les accords de Paris.

Lydie Lymer





La reprise des transports est le gage du redémarrage de l'activité pour de nombreux habitants et entreprises d'Occitanie. La Région met tout en œuvre pour vous assurer des conditions sereines et sécurisées de déplacement en transports en commun. Mais aussi pour vous aider à développer de nouveaux modes de mobilité comme le vélo électrique grâce à l'éco-chèque mobilité.

Carole Delga

Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée



LA RÉGION VOUS AIDE À VOUS DÉPLACER

Le vélo à assistance électrique est une bonne alternative à la voiture en zone urbaine pour vos déplacements personnels mais également pour vos déplacements professionnels. Pour soutenir votre pouvoir d'achat, la Région a lancé « écochèque mobilité » qui vous fait économiser jusqu'à 250 € (100 € + 50 € bonus kit sécurité cumulable avec l'aide de 100 € de l'État)* et, prochainement, jusqu'à 400 € supplémentaire avec le bonus forfait mobilité durable pour les salarié.e.s**, pour l'achat d'un vélo à assistance électrique.

* sous conditions de ressources

** en accord avec l'employeur ; en application prochainement

► laregion.fr/ecochequemobilite

L'OCCITANIE, LA RÉGION DES SOLUTIONS



La Région